



Appui aux Forces de sécurité intérieure : Un grand pas en avant malgré les défis COVID



https://twitter.com/UNPOL_CAR
https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>
<https://facebook.com/Minusca.unmissions>

Sommaire

Le mot du Chef de la composante Police	P.2
APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE : un grand pas en avant malgré les défis COVID	P.3
APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL : Anticiper pour mieux protéger les populations	P.8
UNPOL et le PNUD renforcent les capacités des forces de sécurité intérieure en sécurisation des élections	P.11
LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS : il était une fois la solidarité... !	P.12
La conduite et la discipline au sein des forces de sécurité intérieure centrafricaines	P.15
Un plan ministériel pour mieux intégrer le Genre dans la réforme des forces de sécurité intérieure centrafricaines	P.16
Une ligne verte pour prévenir et combattre plus efficacement les violences faites aux femmes et aux filles en RCA	P.17
Le réseau des femmes UNPOL MINUSCA offre des kits de première nécessité aux femmes veuves de Birao affectées par les affrontements du 29 avril 2020	P.18
PRIX DE LA POLICIERE ONU DE L'ANNEE : la camerounaise Rebecca Nnanga d'UNPOL MINUSCA, classée deuxième	P.19
GENRE ET LEADERSHIP FEMININ : les femmes de la Police de la MINUSCA renforcent leurs capacités professionnelle	P.20
Arrivée du Commissaire adjoint de la composante Police de la MINUSCA	P.21
A nos disparus	P.12

SUIVEZ-NOUS SUR



@UNPOL_CAR



LE MOT DU COMMISSAIRE DE LA POLICE

Le Général de Division Pascal CHAMPION



Chers camarades UNPOL ;

2020, une année bien singulière ! le monde en effet a connu la plus grande pandémie de son histoire contemporaine, la maladie à Coronavirus, la COVID 19. Au moment où nous publions cette newsletter, plus de 48 millions de personnes contaminées et plus d'un million de décès étaient recensés.

En Centrafrique, quand les premiers cas sont apparus en mars 2020 et, au regard de la progression très rapide de la maladie dans les autres pays, il était bien difficile en ce moment-là, d'imaginer que nous aurions pu mener à bien notre mandat pour cette année 2020. Et pourtant ! Tous les projets programmés ont été

menés à leur terme. Nous sommes même allés au-delà du budget initialement alloué à UNPOL. Il y a quelques semaines 1350 jeunes policiers et gendarmes ont fait leur sortie officielle. En même temps, un autre processus est en cours pour le recrutement de 1000 autres policiers et gendarmes.

Un grand pas en avant pour la sécurité dans ce pays. Tout ceci a pu être possible, surtout grâce à notre capacité à nous adapter. Et je crois fortement que cette capacité d'adaptation fait partie des choses que nous laisserons à nos homologues de la police et de la gendarmerie centrafricaines.

Dans quelques semaines, le Peuple Centrafricain ira aux urnes et nous aurons un rôle déterminant aux côtés des FSI pour créer des conditions sécuritaires propices au bon déroulement de ces scrutins. De façon anticipée, ensemble avec les FSI et nos autres partenaires, nous avons œuvré à l'élaboration du plan intégré de sécurisation des élections, le PISE. Ce plan est en train d'être déroulé et il reste du chemin à parcourir. Un chemin déjà difficile à cause des groupes armés et que la pandémie du COVID vient rendre plus complexe.

Sur ce chemin, certains de nos frères d'armes sont tombés. Ensemble, rendons-leur un hommage mérité.

Je voudrais par ailleurs, et au nom de toute la famille UNPOL, souhaiter la bienvenue au nouveau Commissaire adjoint, Habi Garba, qui a récemment pris fonction.

Tous ensemble nous serons plus forts, j'en suis convaincu, pour mener à bien notre mission d'accompagnement des FSI pour la protection des centrafricains et de leurs biens.

Très bonne lecture !

APPUI AUX FORCES DE SECURITE INTERIEURE : UN GRAND PAS EN AVANT MALGRE LES DEFIS COVID

UNPOL a obtenu un pourcentage d'exécution globale de 130% de son budget initial 2019/2020 qui était de 1.350.000 USD, en fonds programmatiques, sensibilisation publique et projets à impact rapide. En pratique, ce sont 1.751.083 USD qui ont été consommés au terme de l'année budgétaire (1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020), en appui aux Forces de Sécurité Intérieure.

Outre les projets conjoints exécutés avec le PNUD et ceux issus de la mobilisation des différents partenaires techniques et financiers, UNPOL MINUSCA disposait de trois budgets en exécution du mandat prescrit à travers les Résolutions 2448 et 2499 : les fonds programmatiques et les fonds de sensibilisation publique qui s'élevaient respectivement à 536.000\$ et 314 000\$; et enfin, les projets à impact rapide (ou QIP en anglais) dont le budget était de 500.000\$. Au terme de cet exercice budgétaire, la composante Police pourrait s'estimer satisfaite pour ce taux d'exécution qui témoigne de la bonne mise en œuvre de ce volet du mandat qui lui a été confié.



L'Unité spéciale Anti-fraude (USAf) de Nola a de nouveaux locaux. Plusieurs autres services des FSI ont également été réhabilités et équipés par UNPOL

Cependant, pour le Commissaire Olivier DOVONOU, Chef du pilier Développement UNPOL « *la plus grande satisfaction nous vient de la partie nationale, c'est-à-dire des Forces de sécurité intérieure (FSI), mais aussi et surtout de la population, car c'est d'abord et avant tout, pour ces forces et les centrafricains en général, qu'UNPOL est là. C'est donc la satisfaction des aspirations des centrafricains en matière sécuritaire qui nous importe le plus* ». Il s'agit ici de résultats palpables tels que l'amélioration de la fonctionnalité des infrastructures sécuritaires, la présence des forces de l'ordre dans les régions, l'amélioration de l'indice de sécurité, la liberté

d'aller et de venir des populations, etc.

C'est dans ce sens justement que l'essentiel des actions d'UNPOL a été orienté. En effet, 29 projets de construction, de réhabilitation et d'équipement d'unités de police et de gendarmerie ont été exécutés à Bangui et dans l'arrière-pays, pour un montant global de 1.564.415\$.

A cela s'ajoutent 60 activités de formations conduites au profit de 1240 policiers et gendarmes centrafricains dans divers domaines pour un montant global de 186,668.75\$.

Au 30 juin 2020, on compte 243 unités FSI opérationnelles contre 223 en juin 2019. Ce qui veut dire que 20 unités de police et de

gendarmerie se sont ajoutées au nombre des services opérationnels. La grande majorité de ces nouvelles unités se trouvant en régions notamment Bambari, Bossangoa, Bangassou, Berbérati, N'Délé, Bozoum, Bria, ou encore à Kaga-Bandoro dans la Nana-Gribizi.

C'est un motif de satisfaction en ce qui concerne le retour des services publics dans les préfectures, surtout à Kaga-Bandoro dans la Nana-Gribizi ou à Bria dans la Haute Kotto où les FSI étaient totalement absentes.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la

COVID-19, les capacités des FSI ont été renforcées à travers quatre projets réalisés dont deux dans les écoles de Police et de gendarmerie. Quatre projets pour un montant total de 200.250\$, obtenu grâce une réallocation de fonds spéciaux supplémentaires de 528.415\$, autorisée par le Représentant spécial, Mankeur Ndiaye.

« Les Forces de sécurité intérieure sont en première ligne dans la lutte contre la COVID-19. Ces équipements leur permettront de jouer ce rôle prépondérant notamment en ce qui concerne le renforcement et le

contrôle de mesures de prévention prises par le Gouvernement. »; a déclaré le Ministre de la Sécurité publique, le Général de Division Henri Wanzet Linguisara, qui avait à ses côtés, les directeurs généraux de la Police et de la Gendarmerie, lors d'une cérémonie de remise d'équipements COVID. Ce sont donc ces retombées palpables pour le centrafricain qui, in fine, comptent réellement aux yeux d'UNPOL. Ces résultats ont été rendus possibles grâce à plusieurs facteurs, notamment, la volonté des plus hautes autorités de la MINUSCA d'accélérer les actions



Bangui, 3 Juillet 2020 : 15 pickups, 4 minibus and 39 motos pour renforcer les capacités opérationnelles des FSI.
Un projet conjoint PNUD-UNPOL financé par le Gouvernement américain

entreprises dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat. UNPOL a reçu un très grand soutien de la part du leadership. Soutien auquel il faut ajouter la très bonne collaboration avec le Ministre de la Sécurité publique, le Général de Division Henri Wanzet Linguisara et tout son cabinet ainsi que des Directions générales de la Police centrafricaine et de la Gendarmerie nationale. C'est vraiment avec une implication plus accrue et une réelle fraternité qu'ont été menés les travaux pour l'identification des besoins des FSI ainsi que le suivi de grands dossiers

tels que le recrutement et la formation des 1000 policiers et gendarmes, la préparation de textes organiques, ou encore le déploiement des FSI en régions, etc...

Forcément cette dynamique et la vision imprimée par le leadership UNPOL ont été positivement capitalisées par les différents services de la composante. Par la même occasion, dans la perspective de l'ouverture de l'année budgétaire 2020-2021 pour laquelle une démarche anticipatrice a déjà permis d'identifier les besoins conjointement avec les services concernés des Forces de Sécurité Intérieure, la

Composante Police de la MINUSCA disposera d'un budget global de 1.522.345\$. On remarque que ce budget est en augmentation de 172.345\$ par rapport aux prévisions de l'année budgétaire précédente, car tenant en compte l'appui des FSI au processus électoral.

Lors de la cérémonie de sortie officielle des jeunes policiers et gendarmes, Le Représentant spécial, Mankeur N'Diaye a lancé un appel pour l'aboutissement des différents projets de lois organiques et de statuts de la Police et de la Gendarmerie ainsi que l'opérationnalisation de l'Unité



1350 FSI dont 25% de femmes viennent de faire leur sortie officielle et 1000 autres sont en cours de recrutement. UNPOL aura joué un rôle de premier plan dans le recrutement et la formation de ces jeunes policiers et gendarmes.



Les brigades de gendarmerie de Bimbo et du PK12, en périphérie de Bangui, sont désormais opérationnelles. Les deux brigades ont été réhabilitées et équipées par UNPOL

Mixte de Gestion des Projets (UMGP) déjà installé avec l'appui d'UNPOL. « Cela permettrait une meilleure efficacité dans la mise en œuvre des actions conjointement identifiées. Il est important, au-delà de l'excellente collaboration avec la partie nationale, de favoriser le transfert des compétences et de pérennisation de tous ces acquis » ; précise Mr Blanchard KEKE, chef de l'unité projets d'UNPOL depuis le 15 Juin 2019.

Dans ce sens, une cellule de contrôle et d'évaluation de tous les projets UNPOL en collaboration

avec les FSI a été créée au sein de son unité. La cellule sera chargé de mesurer le niveau d'appropriation nationale.

Une autre satisfaction et non des moindres se situe au niveau des effectifs. Malgré les défis COVID, 1350 policiers et gendarmes ont fait leur sortie officielle le 28 Aout et le 1^{er} septembre 2020.

A ce jour, les FSI et UNPOL travaillent à leur déploiement. Plusieurs centaines parmi eux iront dans les régions.

Ce déploiement est essentiel pour le retour des autres services publics à l'intérieur du pays mais

aussi pour faire face aux défis actuels notamment la sécurisation du processus électoral. D'ailleurs, les 1000 autres FSI en cours de recrutement seront assurément sollicités pour renforcer ces effectifs. Au terme de ce dernier recrutement, les FSI auront doublé leurs effectifs en l'espace de 2ans et demi.

Un grand pas en avant pour la sécurisation de la Centrafrique, en particulier pour les élections qui débuteront dans les semaines à venir.

29 projets construction, de réhabilitation et d'équipement mis en œuvre par UNPOL ont permis l'opérationnalisation de plusieurs service de police et de gendarmerie à Bangui et dans l'arrière-pays. Ci-dessous la gendarmerie de Bozoum avant et après les travaux de réhabilitation et d'équipement.



APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL : ANTICIPER POUR MIEUX PROTEGER LES POPULATIONS

L'une des priorités du nouveau mandat de la MINUSCA, est l'appui aux prochaines élections. Le Chef de la composante Police, le Général de Division Pascal Champion a souligné très tôt l'importance d'anticiper sur la préparation de la sécurisation de ces élections.



UNPOL appuie les autorités nationales pour la sécurisation des centres d'enrôlement pour permettre aux populations de choisir librement leurs dirigeants



Réunions régulières FSI-UNPOL et leurs différents partenaires nationaux et internationaux pour la préparation de la sécurisation du processus électoral

La sécurisation des élections est un processus assez complexe, qui demande une préparation minutieuse. Il fallait donc s'y prendre assez tôt, pour protéger les citoyens centrafricains en cette période très sensible. Le cadre d'appui d'UNPOL a été défini. Un concept d'opérations (ConOps) d'appui à la sécurisation a donc été élaboré en conséquence, car avec la nouvelle résolution, UNPOL a désormais ce mandat d'appui à la sécurisation des élections.

UNPOL a donc anticipé sur la préparation de la sécurisation des élections. Deux groupes de travail (**Task force élection**) ont très tôt été mis en place. Le premier a été créée au sein d'UNPOL en juillet 2019, au lendemain de sa retraite annuelle. Cette "**Task force**" s'est immédiatement mise à la tâche et engagé les travaux avec les FSI. Une évaluation des risques et des besoins, notamment en formation, en équipement et en infrastructures a été faite. A l'issue de ces évaluations, un plan conjoint de sécurité UNPOL/FSI a été élaboré. Il faut préciser que cette "**Task force**" est dirigée par le Colonel Jean Michel Turquois prêté par la Standing Police Capacity (SPC)

et qui jouit d'une exceptionnelle expertise dans le domaine de la sécurisation des élections sur le continent africain.

La deuxième "**Task force**" se situe à l'échelle de la Mission. Elle est constituée de UNPOL, de la Force et des autres sections de la MINUSCA tels que le Service d'appui à la Mission (DMS), la section Protection des civils, UNDSS, les services de santé, etc. Cette équipe a travaillé à la rédaction d'un plan intégré de sécurisation de ces élections, le PISE. C'est un plan multidimensionnel, dans lequel les rôles pour chaque entité sont clairement déterminés. Le PISE prévoit même un plan d'urgence de secours médical. Cette "**Task force**" est présidée par la DSRSG, Mme Denise

BROWN et se réunit tous les mercredis.

Une troisième "**Task force**" ouverte à l'équipe pays des Nations Unies, se réunit une fois par mois et permet à la MINUSCA de coordonner son action avec celles des autres organismes du Système des Nations Unies.

Le travail de préparation se poursuit dans un bel esprit de collaboration. Cette collaboration s'étend aussi à toutes les parties prenantes centrafricaines qui n'ont pas forcément un mandat de sécurisation des populations mais qui peuvent apporter un appui déterminant dans ce domaine. Par exemple, le département de la santé, ou le département de la communication ou encore celui du Plan et

de la Coopération ont tous un rôle très important à jouer que ce soit en termes de prise en charge médicale, de sensibilisation des populations ou d'appui financier et logistique.

Pour résumer, l'enjeu de la mise en place de tous ces **groupes de travail**, est d'intégrer tous les acteurs qui directement ou indirectement pourraient jouer un rôle dans la sécurisation des populations lors du processus électoral. Dans la conception de ces plans de sécurisation il y a non seulement les acteurs que nous sommes, mais il y a les différents partenaires techniques et financiers.

Par exemple, quand l'UNICEF organise une sensibilisation des jeunes pour éviter qu'ils soient manipulés, c'est très important



Malgré les contraintes liées au COVID, les autorités nationales et la MINUSCA n'ont ménagé aucun effort pour la tenue régulière des travaux sur le plan intégré de sécurisation des élections

parce que ce sont eux les jeunes qui se retrouvent dans les manifestations et qui tombent très facilement dans ces violences. Certes les enfants ne sont pas directement concernés par les élections car ils ne votent pas ; mais ils sont pris en compte au plan sécuritaire, car ils doivent être protégés contre les violences qui découlent souvent des élections. L'expérience dans bien des pays nous l'a démontré suffisamment.

Un autre point non moins important est la communication. Les populations sont généralement inquiètes de savoir si les élections pourront se dérouler

effectivement et si toutes les conditions sécuritaires seront réunies. Il est donc important que leur soient expliqués tous les efforts fournis par le Gouvernement, la MINUSCA et les partenaires. Un gros travail de préparation a été déjà afin que ces élections se tiennent aux dates indiquées par la constitution et surtout pour qu'elles se déroulent dans des conditions sécuritaires acceptables. D'ailleurs, sur ce point la population a aussi un rôle à jouer.

UNPOL a donc mis en place une stratégie de communication non pas sur les élections elles-mêmes, mais sur tout ce qui

touche à la sécurité durant tout le processus et même après. Les équipes UNPOL sont au quotidien sur le terrain en contact avec toutes les couches de la population surtout les plus sensibles que sont les déplacés, les femmes mais aussi les jeunes pour les sensibiliser afin qu'ils ne cèdent pas au rumeurs ou invitations à la haine et à la violence. Même les forces de l'ordre sont aussi sensibilisées sur la nécessité d'être neutres et de se concentrer sur la protection des populations et la sécurisation du processus électoral lui-même.



Face aux menaces des groupes armés, les unités de police constituées de UNPOL sont déployées tous les jours sur les sites d'enrôlement pour permettre aux populations de se faire enrôler librement.

UNPOL ET LE PNUD RENFORCENT LES CAPACITES DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE EN SECURISATION DES ELECTIONS

En Afrique, les échéances électorales sont souvent émaillées de violences et la perspective des prochaines élections en RCA suscite d'ores et déjà une intense activité dans la classe politique.

C'est dans ce cadre que la composante Police de la MINUSCA à travers sa section formation et le PNUD organisent un ensemble de formations en vue de mieux préparer les FSI à relever les nombreux défis, notamment protéger les civils, mitiger les violences électorales et contribuer à l'intégrité du processus électoral. Sept thématiques contenant au total 50 modules spécifiques aux élections seront enseignés, dont la sécurisation du vote

(bureau de vote et escortes), le renseignement en période électorale, le maintien de l'ordre en période électorale, la police de proximité et protection des civils en période électorale, la police judiciaire en période électorale, la protection des hautes personnalités et enfin coordination et supervision des opérations de sécurisation en période électorale.

Le lancement officiel de ces formations a eu lieu à l'école

nationale de Gendarmerie le 12 octobre dernier, mais les sessions de formations se poursuivent dans les deux écoles des FSI, ainsi que dans les principales villes de l'intérieur du pays.

C'est la ville de Bouar dans l'ouest du pays qui accueillera à partir du 19 décembre 2020, la dernière session de ces formations qui s'inscrivent dans le cadre du projet d'appui au processus électoral en Centrafrique (PAPEC)



Les forces de sécurité intérieure formées pour assurer pleinement leur mission de protection des populations pendant le processus électoral mais aussi de sécurisation des sites et matériels électoraux

LUTTE CONTRE LE COVID-19 : IL ETAIT UNE FOIS LA SOLIDARITE...

« Restons chez nous, sortons si et seulement si c'est nécessaire ».

« Respectons les mesures sanitaires : garder la distance, ne pas se serrer la main, se laver les mains très fréquemment, ou utiliser des gels hydro-alcooliques... ».

Autant de mesures qui appellent à un véritable changement de nos habitudes surtout dans les lieux publics. C'est précisément à ce niveau que le rôle des forces de l'ordre devient crucial. Elles sont en première ligne parmi ceux à qui revient la lourde tâche de faire respecter l'application de ces mesures.

En mars 2020, dès que les premiers cas de COVID-19 sont apparus dans le pays, UNPOL a apporté son soutien aux FSI et aux autorités nationales dans la mise en place du dispositif sécuritaire et sanitaire à l'aéroport international de Bangui, en ce qui concerne le contrôle des passagers à

l'arrivée, leur orientation sur les procédures à suivre et sur la bonne application des mesures sanitaires. Avant la suspension des rotations, les contingents militaires et de police à leur arrivée en RCA, étaient contrôlés par les médecins des FPU.

En plus de l'appui à l'aéroport, et pour marquer leur solidarité avec les centrafricains, des équipes de colocation et des FPU ont lancé des initiatives personnelles de dons de kits de lavage de main et de masques confectionnés localement, à plusieurs unités FSI ainsi qu'aux populations.



*Le Directeur général de la Gendarmerie nationale recevant un lot de masques réutilisables et fabriqués localement.
Au total 4 importants projets ont été mis en œuvre par UNPOL en appui à la lutte contre la COVID-19*



Les FSI ont un rôle de premier plan à jouer dans la lutte le COVID. Elles ont été dotées des gilets spécifiques avec messages pour faciliter la sensibilisation de la population au respect des mesures barrières.

Parallèlement, le leadership UNPOL s'est organisé pour apporter un appui spécifique et multi-forme en élaborant un plan complet d'appui aux FSI et aux autorités sanitaires centrafricaines. Pour le chef de la composante Police, le Général Pascal Champion, « *Trois objectifs majeurs devaient guider cet appui aux FSI : premièrement, éviter la propagation de la maladie dans le pays, deuxièmement, garder une bonne santé physique et mentale pour tout le personnel UNPOL et troisièmement réarticuler l'appui d'UNPOL aux FSI tout en gardant le cap dans la mise en œuvre de notre mandat* ».

Ce plan d'appui comporte plusieurs axes :

- La sensibilisation sur le respect des mesures barrières dans les écoles de formation, les unités

opérationnelles, les états-majors des FSI, mais aussi au profit des populations et cela de façon intégrée dans les activités de police de proximité ;

- L'intégration des mesures barrières dans les activités de renforcement des capacités des FSI en particulier le recrutement les formations initiales et continues ainsi que les déploiements hors Bangui.

- L'appui aux FSI dans leurs missions de protection sanitaire des populations.

- Le contrôle des frontières, y compris les aéroports et les frontières fluviales ;

4 grands projets ont aussi été mis en œuvre. Le premier d'un coût total d'environ 61.000usd, est un projet conjoint (MINUSCA/PNUD) d'appui aux FSI dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

Le second projet a porté sur la sensibilisation et le renforcement des capacités des FSI. Ce projet a notamment permis de conduire une vaste opération de désinfection des unités de terrains des FSI



Le Chef de la Composante Police, Le Général Pascal Champion visitant les bases des FPU. La Santé physique et mentale constituant une des priorités dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19

et de leur remettre des gilets CO-VID dans le cadre de la sensibilisation des populations au respects des gestes barrières (coût total : environ 71 000 USD).

Les écoles de Police et de la Gendarmerie nationale ont également bénéficié de deux projets qui ont permis l'extension et l'aménagement des infirmeries, ainsi que la construction de forages et l'installation de châteaux d'eau dans les deux écoles. Ces ouvrages ont été officiellement livrés le 2 septembre après les cérémonies de sortie des nouveaux policiers et gendarmes.

Un troisième forage a aussi été construits dans la cour du commissariat de Boeing, en périphérie de la capitale centrafricaine. De même, dans le 8^e arrondissement de Bangui, la FPU Rwanda a fait construire d'initiative trois autres forages afin de faciliter l'accès à l'eau potable aux habitants de ce quartier très peuplé de Bangui.

A cela il faut ajouter les conseils stratégiques, aux directeurs généraux de la Police et Gendarmerie centrafricaines, ainsi qu'aux directeurs d'écoles de formation sur la manière de prendre en compte les mesures sanitaires dans l'organisation du travail au niveau des unités et des services de la FSI afin d'éviter la propagation du virus.

D'autres actions dans le cadre du renforcement des capacités des FSI ont aussi été conduites, notamment l'élaboration et la



UNPOL s'est activement impliquée dans la sensibilisation des toutes les couches de la population de Bangui et des régions avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables



fourniture d'affiches en français et en Sango dans le cadre de la sensibilisation de la population sur la COVID-19.

UNPOL a dû s'adapter en prenant tout un ensemble de mesures spécifiques pour rester en contact avec la population et intégrée dans les unités FSI.

LA CONDUITE ET LA DISCIPLINE AU SEIN DES FSI

Depuis 2014, la Police de la MINUSCA fournit un appui multiforme dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité en Centrafricaine. Les principes d'éthique de déontologie et de discipline sont pris en compte dans cette réforme, car ce sont ces principes qui permettent aux populations d'avoir confiance dans les institutions étatiques. Cette confiance est essentielle pour poser les bases de la sécurité et d'un développement à long terme... "Echos de la Police" a rencontré le Commissaire divisionnaire Mohamed ISSA, Conseiller en conduite et discipline auprès des Forces de sécurité intérieure centrafricaines.



Commissaire Divisionnaire Mohamed ISSA
Conseiller en conduite et discipline auprès des Forces de sécurité intérieure centrafricaines

En quoi consiste votre travail ?

Ma mission est d'assister et de conseiller les Forces de sécurité intérieure centrafricaines dans les domaines de l'éthique, de la déontologie et de la discipline, notamment en ce qui concerne la révision ou la rédaction des codes de conduite et toute autre règle de discipline pour les mettre en conformité avec les standards internationaux. Aider également à la reconfiguration et à la création de structures de contrôle des FSI et soutenir leurs efforts dans la mise en œuvre de mécanismes accessibles à tous pour les dénonciations d'éventuelles violations des codes de conduite par des policiers ou des gendarmes.

Vous venez de parler des textes et des infrastructures. Qu'en est-il des hommes ?

Pour ce qui concerne les personnels nous œuvrons à plusieurs niveaux. Pour le leadership FSI, à qui nous apportons notre appui pour le renforcement de la discipline et des capacités managériales à tous les niveaux de la chaîne de commandement. Pour ce qui est de l'ensemble du personnel FSI, nous travaillons en étroite collaboration avec la coordination de la formation d'UNPOL, chargée de toutes les questions relatives à la formation des FSI, pour la conception de stratégies et modules de formation sur la conduite et la discipline.

Vous savez, les considérations liées à l'éthique sont présentes dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen depuis 1789, notamment en son article 12 qui pose le principe selon lequel « *la force publique est instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée* ».

D'ailleurs, dans le cadre de la sécurisation des élections, nous

avons élaboré des guides de poche de conduite des FSI, qui seront distribués une fois validé par la partie nationale, pour renforcer la discipline à de telles périodes sensibles. Notre objectif est donc de permettre aux FSI d'améliorer leur niveau de professionnalisme, d'exercer leurs fonctions de manière irréprochable, en rendant leur action toujours plus transparente à l'égard des citoyens.

Notons que depuis 2017, UNPOL apporte un appui de premier plan aux différents recrutements, menés sur les critères d'intégrité et de représentativité. Dans la formation de ces recrues, l'accent est mis sur le professionnalisme et le respect des Droit de l'homme. La finalité étant de parvenir à des forces au service du citoyen centrafricain.



La conduite et la discipline sont fondamentales dans ce processus de transformation et de professionnalisation des FSI premiers maillons de la chaîne judiciaire et sécuritaire

UN PLAN MINISTERIEL POUR MIEUX INTEGRER LE GENRE DANS LA REFORME DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE

15 acteurs des FSI, de la société civile et du ministère de l'intérieur se sont retrouvés afin d'identifier les axes prioritaires du Plan ministériel d'intégration de la perspective Genre dans la réforme des FSI et contribuer à sa mise en œuvre.



Atelier de réflexion et d'identification des axes prioritaires du Plan ministériel d'intégration de la perspective Genre dans la réforme des Forces de sécurité intérieure

Les réflexions qui seront menées permettront à terme, aux FSI d'être plus inclusives en ce qui concerne le genre, de mieux faire face aux barrières auxquelles sont confrontées les femmes. Elles permettront également de renforcer l'accès des femmes au sein de la Police et de la Gendarmerie centrafricaines.

Faut noter que l'engagement de la communauté internationale pour le renforcement des capacités des FSI centrafricaines,

notamment en relation avec les questions de genre, avait eu un impact indéniable. Impact qui risque cependant d'être éphémère et superficiel si la perspective genre n'est pas suffisamment intégrée dans la réforme des FSI.

C'est donc dans ce sens qu'un atelier de renforcement de capacités a été initié le 21 octobre 2020, dont le but est de fournir un appui technique à l'équipe Genre des FSI, composée de gendarmes et de policiers,

principalement ceux de l'Unité mixte de répression rapide des violences faites aux femmes et aux enfants (UMIRR), ainsi que des acteurs clés de la société civile.

Il est à noter que cet atelier est organisé conjointement par le PNUD et UNPOL sur financement du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix. Il s'inscrit dans le cadre du projet d'appui au renouvellement des forces de sécurité intérieure.

UNE LIGNE VERTE POUR PREVENIR ET COMBATTRE PLUS EFFICACEMENT LES VIOLENCE FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Afin de mieux répondre aux attentes des femmes et dans le cadre de l'intégration de la dimension Genre, le leadership de la composante Police a suggéré l'idée d'une ligne verte d'appui à la sécurisation du processus électoral principalement dédiée aux femmes. C'est

ainsi que le bureau Genre/UNPOL a mené plusieurs consultations et échanges avec divers acteurs dont la section Genre de la MINUSCA .

Ce dispositif d'appel va couvrir tout le territoire centrafricain. Les femmes et les filles pourront désormais appeler gratuitement le numéro vert qui est le 1325, à partir de n'importe quel opérateur de téléphonie, pour dénoncer les cas de violences dont elles sont victimes, ou dont elles ont connaissance pendant la période électorale.

La hotline aura une capacité de réception de 30 appels simultanés 24h/24, et permettra de localiser l'émetteur et lui fournir les contact des unités implantées au plus près. Des formations spécifiques sont prodiguées aux opérateurs radios issus des FSI et de la Direction de la protection civile L'association des femmes de Centrafrique, « AWLN » assurera une permanence H24 dans les locaux du centre d'appels et sera systématiquement informée de tous les appels de détresse.



La mise en place de la ligne verte rapprochera la population et les FSI et permettra de renforcer l'action celles-ci dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en République Centrafricaine.

LE RESEAU DES FEMMES UNPOL MINUSCA OFFRE DES KITS DE PREMIERE NECESSITE AUX FEMMES VEUVES DE BIRAO AFFECTEES PAR LES AFFRONTEMENTS DU 29 AVRIL 2020

Une cinquantaine de femmes veuves de la ville de Birao ont reçu des kits de première nécessité. C'était le 29 Octobre 2020, dans le cadre de la célébration du 20e anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies. Ces kits sont composés de sacs de riz et de farine, de bidons d'huile de 20 litres, d'un lot de pagnes ainsi que des cartons de savon.

Les autorités de Birao, ainsi que la présidente des femmes veuves ont tour à tour pris la parole pour témoigner leur satisfaction et leur reconnaissance à l'endroit du réseau des femmes UNPOL pour cette marque de solidarité et de compassion. Ils ont également exprimé d'autres besoins à la MINUSCA en faveur des orphelins.

Quant à la représentante du Chef de bureau MINUSCA de

Birao et celle du Réseau des femmes UNPOL, elles ont rassuré les autorités et les bénéficiaires de leur disponibilité à œuvrer aux cotés des femmes de Birao, dans la quête de leurs droits tout en demandant celles-ci d'être davantage engagées comme actrices de paix. Une minute de silence a été observée en mémoire des disparus de ce conflit du 29 avril 2020.



Les femmes sont premières victimes des conflits. Par ce don le Réseau des femmes UNPOL a voulu redonner le sourire aux veuves de Birao, contraintes de s'occuper seules de leurs enfants et des membres de leur famille.

PRIX DE LA POLICIERE ONU DE L'ANNEE : La camerounaise Rebecca Nnanga d'UNPOL MINUSCA, classée deuxième

Déployée au sein de la UNPOL MINUSCA depuis 2019, elle est la chef de la cellule recrutement, dont la mission est d'appuyer les FSI dans le recrutement de leur personnel. Elle en est d'ailleurs devenue une actrice-clé. En effet, elle a participé à deux processus de recrutement, le premier en tant que personnel en appui, et le deuxième, en tant qu'organisatrice principale. Rebecca Nnanga est également point focal genre du pilier développement d'UNPOL. Dans ce cadre, elle a eu à organiser des formations au profit des FSI, tous cadres confondus, sur les Genre et VBG, le Leadership féminin et la protection de l'enfant.

L'IPO Rebecca Nnanga était déjà présente en Centrafrique entre 2015 et 2016 et avait contribué au développement de la police communautaire dans les différents arrondissements de Bangui, y compris le PK5.

Elle a également servi à la MINUSTAH en Haïti de 2011 à 2014, où, en tant que patrouilleuse dans les commissariats, elle a porté assistance aux populations les plus vulnérables dans les camps de déplacés, en particulier les femmes et les jeunes filles victimes de violences basées sur le



genre, ainsi qu'aux nourrissons abandonnés et aux enfants maltraités.

Actuellement, l'IPO Rebecca est engagée aux côtés des FSI dans l'organisation du 3^e processus de recrutement. Pour ce recrutement, elle pilote une stratégie opérationnelle d'appropriation nationale

depuis juin 2020, pour favoriser le transfert de compétences aux FSI dans ce domaine spécifique.

Cet engagement, son sens du travail bien et sa contribution remarquable à la paix en RCA lui auront valu d'être classée deuxième au prix de la policière des Nations unies pour cette année.

“

Des services de police axés sur la communauté ont un impact positif sur l'ensemble du pays. À long terme, ces outils concrétisent la véritable base de la stabilisation de la paix en République centrafricaine.

REBECCA NNANGA
SURINTENDANTE DE LA POLICE DES NATIONS UNIES.
MISSION DES NATIONS UNIES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Finaliste du prix de la policière des Nations Unies pour l'année 2020



GENRE ET LEADERSHIP FEMININ :

Les femmes de la Police de la MINUSCA renforcent leurs capacités professionnelles

A la demande du Chef de la composante police de la MINUSCA le Général Pascal Champion, un atelier de perfectionnement professionnel des femmes UNPOL a été organisé du 24 au 28 août 2020.

Le but de l'atelier était de fournir aux femmes UNPOL des compétences supplémentaires pour non seulement contribuer plus efficacement au renforcement des capacités des FSI dans le domaine des droits des femmes, mais aussi pour mieux saisir les opportunités de leadership au sein du système des Nations Unies ou de leur corps d'origine.

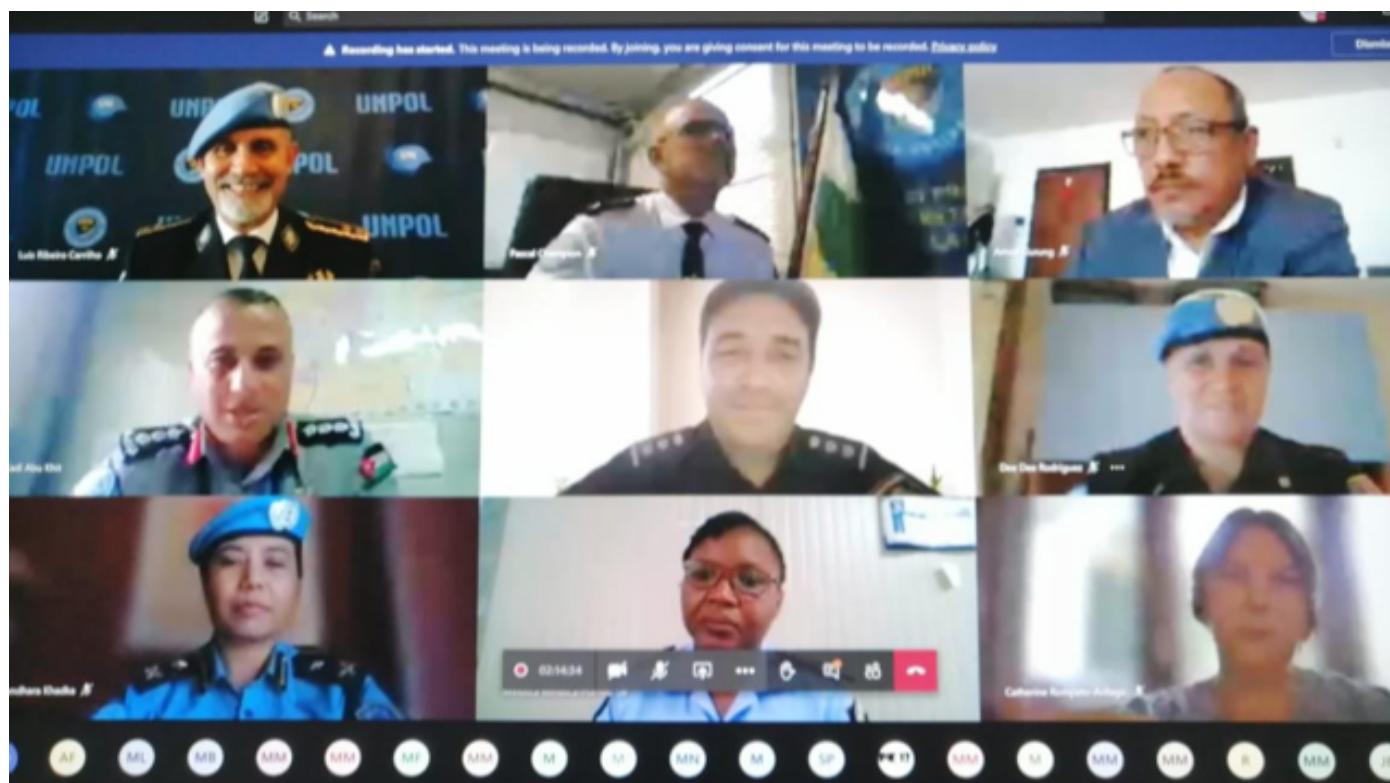
Les femmes UNPOL qui sont à leur première participation à une

Mission de maintien de la paix ont été les principales bénéficiaires de cet atelier qui s'est tenu par vidéo conférence avec des présentations virtuelles interactives ainsi que des discussions et exercices de groupe sur la gestion et le leadership féminin.

Pour le Colonel Fadi Abukhit, Chef d'État-major de la composante Police, qui a apporté tout son appui à l'organisation de cet atelier, malgré les défis COVID, « *C'est un rendez-vous important à double titre, car il permettra aux femmes UNPOL d'avoir une compréhension plus large de la politique des Nations Unies sur la promotion de la police démocratique et la stratégie à*

l'échelle du système sur la parité entre les sexes ; en plus, elles recevront des outils d'auto-amélioration et de développement de leur carrière ».

L'atelier a été animé par des experts des questions de genre de la Division Police et de la Standing Police Capacity, ainsi que des représentants de la MINUSCA. Il s'inscrit dans le cadre de l'Agenda du Secrétaire général des Nations Unies pour les femmes, la paix et la sécurité, de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, ainsi que de la Stratégie de 2017 des Nations Unies pour la parité entre les sexes.



ARRIVEE DU COMMISSAIRE ADJOINT DE LA COMPOSANTE POLICE DE LA MINUSCA

C'est avec un grand plaisir que la famille UNPOL MINUSCA a accueilli l'annonce officielle de l'arrivée du nouveau commissaire Adjoint de la composante Police, le Commissaire divisionnaire HABI Garba en Septembre 2020



Originaire du Niger, le Commissaire divisionnaire HABI Garba apporte avec lui trente-deux ans d'expérience en matière de police tant sur le plan national que sur le plan international, notamment dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Dans son pays le Niger, il a occupé plusieurs hautes fonctions, dont celles de directeur régional de police ainsi que celles de conseiller technique du Directeur général de la Police nationale du Niger. Sur

le plan international, il a servi en Haïti à la MINUSTAH, puis à la MINUSMA en 2019. Autant d'expériences qu'il pourra mettre au profit de la Police de la MINUSCA, des Forces de sécurité intérieure centrafricaines ainsi que de tout le peuple centrafricain.

Toute la famille UNPOL lui souhaite plein succès dans ses nouvelles responsabilités.

A NOS DISPARUS

Ils étaient nos collègues, nos amis ; ils étaient aussi pour certains d'entre nous, des "compagnons" fidèles et exemplaire. Ils avaient placé leur vie sous le signe du combat pour les peuples. Malheureusement, ils nous ont quitté au cours de cette année 2020. Il s'agit du Lieutenant-colonel Jean Serge Godefroy Coopell MPIERE, de l'Officier principal Evaristus PENGA YITVAH, des Adjudants BOUBOUTOU Ghislain et Sami Mohamed Abdel-Wanis. UNPOL garde le souvenir de ces valeureux officiers. En le faisant, c'est aussi à tous les autres frères d'armes qui ont sacrifié leur vie pour la paix dans le monde, que nous pensons. Nos pensées vont également à l'endroit de leurs familles biologiques dont la douleur est insoutenable. Notre émotion et notre respect les accompagnent où qu'elles soient.



Lieutenant-colonel **Jean Serge Godefroy Coopell MPIERE**,
Commandant de la FPU Congo-Brazza basée à Bambari

C'est en 1996, qu'il a intégré la Gendarmerie de son pays au sein de laquelle il a occupé plusieurs postes de responsabilité. A Bambari, son unité a fortement contribué à la protection des civils surtout lors des affrontements armés qui ont secoué la ville. Malade, il rendra l'âme le 22 juillet 2020 au cours de son évacuation à Brazzaville, sa ville natale.

Officier principal de police **Evaristus PENGA YITVAH**
Chef de l'unité 'Police Learning and Development'

Originaire du Cameroun, **Evaristus PENGA YITVAH** totalisait 18 années d'expérience dans diverses missions de paix de l'ONU. Considéré comme le doyen des UNPOL, il était affectueusement appelé "Président" par ses frères d'armes. Il est arrivé à la MINUSCA en Juin 2018 et nous a quitté le 02 Juin 2020, des suites d'un malaise.



Adjudant Sami Mohamed Abdel-Wanis
Membre de la FPU Egypte basée à Bangui

Déployé à Bangui depuis le 15 août 2019, il est décédé le 13 juin 2020 des suites d'une courte maladie. L'Adjudant Sami Mohamed totalisait 20 ans au service de la police égyptienne avec une longue expérience dans le domaine de la gestion de l'ordre public ainsi que dans la lutte contre le terrorisme.



Adjudant de Police BOUBOUTOU Ghislain,
Membre de la FPU Congo-Brazza basée à Bambari.

Né le 13 juillet 1977 à Brazzaville, il était le chef de rame de la FPU Congo-Brazza. Il a rejoint la Police congolaise en 2003 où il occupait les fonctions de chef de garage à la Direction Générale de la Police congolaise avant d'être déployé à la MINUSCA. Parti en congé à Brazzaville, il y décède le 19 février 2020.



Ensemble, disons non à la COVID-19

